

*Affaires courantes*

actuelle en Union soviétique et de l'énorme importance qu'ils ont pour l'avenir de ce pays.

M. Gorbatchev s'est montré parfaitement conscient des difficultés qu'il aura à surmonter pour appliquer avec succès ses politiques de perestroïka et de glasnost. Il est un homme surtout réaliste.

Mais j'ai été frappé par sa détermination à réussir et par sa conviction qu'il pourra le faire. Il estime avoir lancé l'Union soviétique vers une transformation qui s'imposait et qui est devenue irréversible. Je crois qu'il a raison.

Je suis également convaincu qu'il est dans l'intérêt de tout le monde, y compris le nôtre, qu'il réussisse.

*[Traduction]*

Les changements qu'il essaie de provoquer en Union soviétique sont profonds et très vastes. La perestroïka ne vise pas simplement à améliorer la performance économique de l'Union soviétique, bien que ce soit là d'une urgente nécessité. Et en effet, une nouvelle loi importante sur la réforme économique doit être déposée d'ici la mi-décembre. Je pense que M. Chevarnadze a dit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que ce serait peut-être le 12 décembre.

La perestroïka vise aussi à établir un nouvel ordre politique fondé sur la liberté et la responsabilité individuelle, et sur la démocratisation des institutions. Elle vise aussi à mettre en place une structure économique entièrement nouvelle dans laquelle les forces du marché puissent jouer un plus grand rôle, de même que le sentiment de motivation et de récompense individuelles. Son objet est, en outre, d'établir un nouveau système social et d'inculquer aux Soviétiques une nouvelle façon de penser, de modifier en profondeur leurs attitudes, de diminuer leur dépendance vis-à-vis l'État et de susciter chez l'individu une plus grande créativité et une plus grande indépendance. Le Président Gorbatchev m'a dit: «La révolution dans laquelle nous nous sommes lancés est avant tout celle des esprits; ce qu'il faut, c'est changer la mentalité des gens.»

• (1130)

La résistance aux changements est très profonde en Union soviétique et je crois qu'il n'y a pas d'autre voie que celle proposée par M. Gorbatchev, ni d'autre dirigeant pour mener ces réformes que lui-même. En politique les changements surviennent souvent rapidement,

presque sans préavis. Et aux yeux du public, personne n'est indispensable; mais dans la mesure où un homme puisse l'être, pour assurer le bien-être continu de sa propre société, c'est probablement M. Gorbatchev, surtout que l'ensemble du programme des réformes est totalement et fondamentalement associé à lui, au pays comme à l'étranger.

Nous avons aussi eu des discussions franches et poussées sur les changements qui se produisent en Union soviétique dans des domaines qui intéressent grandement les Canadiens: les droits de la personne, la liberté de culte, l'émigration, les droits des nationalités et la nature même de la fédération soviétique. Le pays a fait des progrès encourageants dans ces domaines depuis l'accession de M. Gorbatchev au pouvoir.

En fait, les fondements du système soviétique sont remis en cause, souvent au cours de débats publics télévisés auxquels participent des députés nouvellement élus et des citoyens de tout le pays. Des dissidents et des prisonniers politiques en vue ont été libérés et beaucoup ont été autorisés à quitter le pays. Pour la première fois, on tolère et on encourage même des groupes non officiels n'ayant aucun lien avec le Parti communiste. De plus en plus de citoyens, particulièrement de confession juive, ont été autorisés à émigrer ces dernières années. Si bien qu'aujourd'hui, il n'existe plus d'arriéré entre le Canada et l'Union soviétique dans le règlement des cas de réunification de familles.

Le Soviet suprême envisage présentement d'adopter une nouvelle loi sur l'émigration. Nos hôtes nous ont assurés qu'elle est conforme aux normes sur le mouvement des populations établies par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les autorités soviétiques ont aussi l'intention d'assouplir la réglementation concernant les restrictions liées à la connaissance de secrets d'État qui sont à l'origine d'une bonne partie des cas non encore réglés de «refusenik». J'ai eu l'occasion, pendant ma visite, de rencontrer brièvement quelques refuseniks juifs qui désirent émigrer au Canada ou en Israël.

Les nouveaux règlements sur l'émigration seront bientôt suivis par une nouvelle loi sur les droits de religion dont le Soviet suprême est censé être saisi très prochainement. On nous a assurés qu'elle établirait les fondements d'une nouvelle relation entre le clergé et l'État et qu'elle répondrait du même coup à de nombreuses préoccupations parmi celles que nous avons exprimées la semaine